

<http://www.ccfid-terresolidaire.org>
<http://blog.ccfid-terresolidaire.org/centre/>

EN TANT QU'ACTEUR DE CHANGEMENT,
EN QUOI VOTRE ACTION RENFORCE-T-ELLE
LE LIEN SOCIAL SUR VOTRE TERRITOIRE ?



Table ronde 1: Agriculture
**"Reconquérir des espaces de décisions :
comment permettre ici et là-bas à des agriculteurs de s'installer ?"**

Animateur : Jacky Réveillère

Intervenants : Vilton Charles (ITECA)

<http://www.ccfid-terresolidaire.org/urgence-haiti/auteur/iteca>

Jacques Mauchien (Terre de liens)

<http://www.terredeliens.org>

Marcel Maguet (Confédération paysanne)

<http://www.confederationpaysanne.fr>



L'avenir du milieu rural, comment maintenir un réseau rural viable qui passe par l'installation d'agriculteurs ?

Jacques Mauchien :

Que ce passe-t-il avant l'installation et après ?

TL a été créée en 2005, suite au constat de l'apparition d'un mouvement fort des consommateurs qui veulent se nourrir sainement et avoir la traçabilité des produits. D'où une augmentation de la demande de production bio, or en France 1er pays agricole d'Europe, il n'y a pas de réponse suffisante à la demande bio. Les chiffres 2011 de l'agence bio montrent que si la demande des consommateurs en produits bio augmente, la production, elle, ne suit pas vraiment.

Pourquoi? Il n'y a pas assez de producteurs « bio », hors le premier obstacle à ce manque de producteurs bio, c'est la difficulté d'accès à la terre car elle est chère et rare (spéculation). En effet, un jeune qui s'installe investit d'abord dans le foncier puis a beaucoup de difficultés à investir dans le matériel.

TL s'apparente à une épargne solidaire, sous forme de bon d'action individuelle (100 euros par personne minimum) pour permettre au jeune de s'installer TL lui propose un contrat de bail. TL a acheté la terre à La foncière qui collecte les parts des actionnaires et suit les projets. Bientôt TL va sans doute obtenir le statut de Fondation qui permettra à des donateurs de léguer une propriété foncière (formule qui va au-delà d'une action de 100 euros).

138 agriculteurs installés dans le cadre d'un bail rural environnemental en France en « bio ».

L'accompagnement du jeune qui est installé (200 accompagnements par an) vise à promouvoir des groupements d'achats, un mouvement de solidarité entre épargnants, producteurs et consommateurs, créant ainsi du lien social.

Marcel Maguet :

Témoignage sur l'installation de son fils, paysan beauceron, transmettre une exploitation de 60 Ha au départ (aujourd'hui 80) en location (fermage) depuis de années.

En Beauce, beaucoup de terres appartenait à des propriétaires ou sociétés (genre assurance) qui louaient les terres à des agriculteurs. Je me suis installé en 1972, ferme achetée à une assurance, gros endettement auprès des banques et apport de capitaux grâce à la famille, à un ami financier, et mes fonds propres, à cette époque le prix de la terre était raisonnable 15 000 fcs de l'Ha.

L'exploitation (avec au départ des vaches laitières) a été transformée. On a subi la sécheresse en 1976. Comment répondre au remboursement des dettes face à ce problème et maintenir le chiffre d'affaire de l'exploitation ?

J'ai fait le choix de l'irrigation et de diversifier les cultures avec des plantes fourragères, puis à cause de l'évolution des marchés, de produire des plantes légumières et aussi des céréales car les agriculteurs sont sous contrat et contraints à cette production.

Nous avons 3 enfants dont un qui a fait des études agricoles qui pouvait et souhaitait reprendre l'exploitation. Cette transmission a été facilitée par la création d'une société (EARL), le jeune a gardé une activité en dehors, et moi, je travaille encore sur l'exploitation. Cette transmission a permis de continuer la tradition avec une diversification : j'ai innové avec la transformation sur place du blé en farine pour permettre la vente d'une farine de qualité aux boulangers localement. Il a fallu lutter contre les gros minotiers...mais cela suppose aussi des contraintes : les boulangers préfèrent des farines plus faciles à travailler (un seul boulanger continue de l'utiliser).

La transmission est particulière car c'est en famille, et les prix de cession il y a 10 ans n'ont rien à voir avec ceux d'aujourd'hui.

Il n'y a pas assez de contrôles par la commission qui devrait vérifier les prix (le contrôle ne se fait qu'au-delà d'une cession de 165 ha). De plus, les aides européennes ne sont pas adaptées aux situations.

Vilton Charles :

Le 12 janvier 2010, le séisme a fait plus de 350 000 morts, deux ans après pas grand chose n'a bougé, beaucoup de maisons détruites n'ont pas été déblayées, la plupart des personnes (500 000) vivent sous tentes, sans eau ni électricité (champ de Mars à Port au Prince).



ITECA renforce des coopératives pour collecter les fruits (surtout des mangues). ITECA n'a pas les moyens de certaines ONG. Nous travaillons dans 3 départements (ouest, centre et Artigoinite).

Exemple d'actions dans le département de l'ouest. Dès le 25 janvier 2010, ITECA est entré dans une phase de reconstruction de maisons pour personnes sans abris, il a remis des clés à 100 familles et continue à reconstruire, les grosses ONG ont été étonnées par l'action qu'ITECA a menée avec des petits moyens.

Dès 2006, ITECA était au côté du mouvement « Tet Kolé » (union des petits paysans) pour les soutenir dans la filière de fruits à Haïti, les deux plus importantes sont le café et les mangues.

Vilton et des jeunes se sont mis dans le mouvement paysan et en 2007 ITECA a travaillé à l'aide de la création de coopératives.

En 2007, il y avait beaucoup de problèmes avec les intermédiaires pour commercialiser les mangues. ITECA grâce à l'action de formation auprès de paysans leur a permis d'entrer en contact avec les services publics et de se défendre. Entre 2007 et 2008, il y a eu des réunions de 500 producteurs qui se sont unis pour être plus forts face aux institutions et aux « voltigeurs », ils ont créé des centres de stockage, créé 65 mini vergers, la mangue la plus recherchée est la mangue Francisque. Entre 2009 et 2010, grâce à leur formation les greffeurs ont appris à greffer les manguiers pour obtenir une meilleure qualité (1200 à 1300 greffes).

Aujourd'hui, le problème se situe sur les filières de commercialisation et la conservation des fruits.

Echanges :

- Question sur les SAFER: les relations avec les SAFER (composées de paysans) qui ont un rôle d'intervenants publics sur les cessions. Quand TL se porte acquéreur, il le fait en concertation avec la SAFER. Il y a des SAFER qui fonctionnent différemment d'un lieu à l'autre.

- Les autres enfants ne sont-ils pas pénalisés? Non il y a 30 Ha divisés en 3, chacun héritera de sa part...De plus, dans une cession familiale, celui qui reprend achète le matériel de travail et doit compter le dédommagement des frères et sœurs.
- L'amélioration de la culture de la mangue: La mangue est un élément de la souveraineté alimentaire. Les ventes vont vers l'exportation ou sur le marché local... L'exportation des mangues est très faible (30 à 35%), elle pourrait être supérieure, une partie est perdue car tout ne peut pas se vendre, l'accès au marché est difficile. L'objectif, c'est de conserver ou transformer les mangues. Le travail des coopératives, c'est de rendre aussi le produit plus sain (mettre en filet, transport vers les villages...)
- Quel tonnage ? Exportation? 200 000 tonnes sur Haïti et la région où est Vilton fournit 1/3.
- Vilton est à la fois producteur et responsable de la coopérative
- ITECA favorise-t-il la production vivrière locale ? oui il favorise aussi le développement de l'élevage caprin.

Table ronde 2: "Dignité du migrant, quel accueil?"

Animateur : Philippe Aykon

Intervenants : Hamid Fadhel (Rencontre et Développement)

http://www.cfd-terresolidaire.org/ewb_pages/m/motcle-migrants.php

Martine Couteau (Pastorale des migrants)

<http://www.migrations.catholique.fr/>

Elisabeth Calu (collectif des sans papiers).



Martine Couteau :

« Pastorale des migrants » en E&L. A Dreux, PM représente une dizaine de personnes voulant connaître les migrants et leur donner une place. Pour les chrétiens, c'est inviter chacun à prendre des responsabilités, dans le but de créer des liens entre les gens migrants et la communauté chrétienne. Pour avoir un lieu de rencontre, le local du secours catholique est mis à notre disposition. Quand on se connaît, on essaie de trouver des structures répondant à leurs attentes vers l'accès à la langue, à la santé (par un accompagnement pour accéder à l'aide médicale d'état). Beaucoup viennent en famille et on sent la place forte de l'enfant qui est leur trésor, aider à ce que ces enfants trouvent leur place.

Action: permettre le dialogue dans la famille et renforcer la transmission, c'est parfois difficile car leur passé est difficile et il importe de les aider à retrouver leur histoire familiale.

Nous avons la messe des Missions avec une place centrale aux migrants avec une chorale africaine et un partage à partir des traditions culinaires, vestimentaires...

C'est essentiel de partager sur la culture, nous faisons aussi l'accompagnement pour les démarches administratives, la PM participe fortement aux cercles de silence sur Chartres (3ème jeudi de chaque mois). Beaucoup de Congolais de Kinschassa, (par ex: pour une 1ère fois un mineur est accueilli dans le foyer de l'enfance dans lequel la pastorale a droit de le visiter pour qu'il ne soit pas seul), des Vietnamiens, des Arméniens. Il y a dans cette équipe les migrants et les "gaulois"; on cherche à savoir ce qu'ils attendent de nous (ex, le thème de réflexion sur la famille a été demandé par les migrants eux-mêmes).

La « Pastorale des migrants » est un service d'Eglise.

Elisabeth Calu :

Le « Collectif des sans papiers » travaille avec la PM, des mouvements d'action catholique, des syndicats, des partis politiques...Elle s'adresse aux sans papiers qui sont en marge, des démarches administratives; on essaie que chaque membre du Collectif parraine une personne « sans papier » notamment pour les démarches pour obtenir les papiers. Il y a une permanence tous les samedis matins, où viennent des gens qui ont souvent obligation de quitter le territoire et on les aide à faire notamment leur histoire de vie, des courriers, à trouver des hébergements, on les accompagne sur Orléans, à la préfecture de région (où on les accompagne toujours).

Nous bénéficions d'un très bon réseau informatique, on trouve des personnes qui proposent des contrats de travail (même si c'est dur car on demande à l'employeur de régler beaucoup plus de charges comme garantie).

Les structures sociales ne les accueillent pratiquement pas car ce sont des personnes en marge (ne rentrent pas dans les cadres administratifs).

Il y a des « sitting » publics, réunion mensuelle du collectif pour échanger partager et se tenir au courant des lois de + en+ nombreuses et restrictives, on essaie de sensibiliser à éviter la peur du migrant.

En plus, nous participons à des cercles de silence, une personne distribue des tracts pour expliquer le silence comme action, on se place autour d'une lumière qui est symbole d'espoir même pour un non croyant, c'est une action symbolique non violente (qui est en elle-même une démarche interpellante), presque à chaque fois une personne se joint au cercle. Par contre, sur les « sitting » on parle, on interpelle, on discute.

Qui vient? Congolais, Guinéens, Kosovares, Russes, Tchétchènes.

Hamid Fadhel :

« Rencontre et Développement » est née en 1970, (au départ création d'une organisation par la Cimade en 1963 pour aider les populations sahraouies à cause du conflit du Sahara occidental ?). Hamid est entré depuis 2003 à « Rencontre et Développement » comme secrétaire et responsable de cette association interreligieuse, pour l'aide aux migrants en détresse. Toute personne bloquée passe chez eux.

Depuis 2001 le mouvement migratoire s'accroît, mais de pire en pire depuis 2007, et les situations sont de + en + difficiles pour les subsahariens. Hamid travaille aussi comme comptable à l'archevêché. A



l'association il est prof pour sourds muets;

Pour faire un bon accueil il faut avoir vécu des situations de détresse, on sait de quoi parle la personne qui vient chez nous, on reçoit 25-30 personnes/jours, sans papiers, demandeurs d'asile, réfugiés...Les plus nombreux sont les sans papiers; on écoute d'abord l'histoire de la personne...elle ne dit pas tout. Ils viennent du Cameroun, Libéria, Côte d'Ivoire, RDC, Mali, Sénégal, Congo-Kinchassa. La plupart d'entre eux ont des papiers maliens car il y a une convention...ils arrivent avec des

faux papiers, on ne dit rien même si on sait que ce n'est pas toute la vérité, elle viendra;

Les demandes concernent l'aide médicale, ils arrivent à Alger affaiblis car parcours long, (subissent des violences), c'est très éprouvant.

L'aide médicale en Algérie est gratuite, les membres de l'asso accompagnent le migrant chez le médecin généraliste...le dossier s'étoffe; il y a aussi des demandes d'aide au logement, mais comment répondre à 1500 personnes reçues à l'association, le logement en Algérie coûte plus cher que les salaires.

RD ne peut pas aider au logement.

Il n'y a pas de relation avec l'état. On essaie d'être le plus discret possible, de ne pas participer à des manifestations, une loi datée de 2008 condamne une personne qui aide un migrant sans papier, cette personne risque 30 ans de prison.

Comment fait-on de l'aide au retour à RD ?

On appelle ça l'aide au « retour volontaire », commencée en 2001 avec une personne qui demande à rentrer dans son pays. On lui a donné de l'argent et une attestation pour éviter une expulsion qui est inhumaine dans des wagons à bestiaux; RD a trouvé des relais en Algérie avec des Pères Blancs, notamment à Gao avec « la maison du migrant », qui les aident à passer et à traverser l'Algérie vers leur pays.

RD est prêt à soutenir des projets mis en place par les migrants quand ils sont de retour dans leur pays.

Echanges :

Il existe au CCFD -Terre Solidaire le réseau migrant qui est là pour relayer le plaidoyer sur les questions migratoires, à échanger et mutualiser des actions. Les migrants luttent pour demander d'accéder au droit de libre circulation, (ce qui ne va pas sans politiques migratoires, mais des choix d'autres politiques).

A nous de communiquer sur la résolution des Nations Unies sur le droit de circulation des personnes et de leur famille. La France n'a pas ratifié cette résolution.

RD dénonce aussi l'exploitation faite aux migrants.

- Cercles de silence, des résultats? C'est plus une pression, c'est fait pour interroger, pour médiatiser...En 41 2 préfets ont été mutés à cause de leurs non résultats

- D'où arrivent les migrants, d'Afrique ou arrivent-ils d'Europe? Il y a un lien avec une association Belge qui aident des Algériens à revenir dans leurs pays...et ces personnes là sont totalement perdues dans leurs repères, dans le sens Europe-Algérie il n'y a que des Algériens.

- « Collectif des sans papiers » en E&L a besoin de juristes et d'avocats, car les permanents bénévoles sont noyés par les complications administratives.

Table ronde 3:

"Education et citoyenneté: de la rupture et à la reconstruction, quelles étapes?"

Animateur : Raymonde Richard

Intervenants: Ramia Awada et Gilbert Mouchantaf (MSL)

<http://www.mouvementsocial.org>

Jacques Bonvalet (ADSEA28)

<http://www.adsea28.org>

Christian Jacquemin (Fondation Apprentis d'Auteuil)

<http://chateau-des-vaux.blog.apprentis-auteuil.org/>



Christian Jacquemin :

Fondation apprentis d'Auteuil: bref historique : créée en 1866 par l'abbé Roussel qui va commencer par donner une instruction élémentaire, 1923 arrivée du Père Brottier, 1829 reconnaissance d'utilité publique; 13 000 jeunes dans 200 établissements; Château de Vaux avec 750 jeunes (primaires, collèges et lycées professionnels) placés par l'aide sociale à l'enfance, des internes inscrits par les familles et des 1/2 pensionnaires; certains viennent de la région parisienne. On forme aux métiers de l'horticulture, métiers de bouche (cuisine, service, boulangerie et pâtisserie), de mécanique et menuiserie; de quoi ont besoin ces jeunes: de repères et de cadres, de connaissances générales, de soins (soin d'eux-mêmes pour se faire confiance, pour grandir et se développer), de sens, de valorisation, de reconnaissance, d'amour...ce dernier point est dans le travail mais hors cadre scolaire et c'est difficile, c'est leur donner l'envie de vivre et leur place dans la société.

L'intuition de l'institution est de prendre le jeune dans sa globalité, l'internat permet le lien avec d'autres adultes. Lier éducation et formation. Depuis 10 ans un des points de travail essentiel est le lien avec les familles et l'aide que l'on lui apporte pour qu'elle reprenne sa place et son rôle. Bienveillance et espérance vis à vis de l'enfant sont notre référence.

Jacques Bonvalet :

ADSEA 28: «Association de la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte», des structures existent dans tous les départements. Née fin 1918, avec le comité de protection de l'enfant, ADSEA est vraiment structurée en 1956; asso loi 1901, compétence uniquement départementale avec 2300 jeunes, familles suivies et 250 salariés. La notion de protection de l'enfance est la base, financée par le conseil général, institution d'aide à l'enfance (qui évolue de + vers le pénal), la caisse nationale de solidarité de l'autonomie (3 principaux).

2 formes d'aide : - l'hébergement

- aide à l'insertion et au suivi dans le travail en milieu ouvert

1400 enfants accueillis confiés par les juges des enfants via l'aide sociale à l'enfance, toujours en travaillant avec les familles, la séparation n'est qu'un moyen pour recréer le lien, le renforcer.

Des éducateurs spécialisés, des personnels de maison travaillent dans ces maisons d'accueil.

En milieu ouvert, c'est aussi un travail avec les familles, démarches instituées là aussi à partir d'une décision du juge pour enfants.

6 dispositifs:

Illiers-Combray avec une petite structure qui accueille les "inclassables", jeunes avec un parcours très difficile.

Autre système d'hébergement: le schéma qui accueille des jeunes entre 12 et 18 ans avec une capacité d'accueil de 73 jeunes.

Le placement dans les familles d'accueil...préjugé sur « la bonne ou meilleure famille », celle qui a le plus d'importance dans la construction de l'enfant, c'est la famille de naissance pas celle d'accueil (chaque famille doit garder sa place).

Les éducateurs vont dans les familles.

Aide et dialogue: travail avec des jeunes majeurs.

Action dans les quartiers, avec éducateurs de rues.

Toutes ces actions sont au service du lien.

Ramia Awada :

« Mouvement Social Libanais»: Ramia situe l'histoire du Liban avec 17 confessions et beaucoup de conflits; MSL pour une société plus juste; 50 ans (jumeau avec CCFD) avec les mêmes objectifs à but laïc même si une origine confessionnelle au départ; c'est pour le développement de tout l'homme et tous les hommes.



Actions pour les enfants de l'enseignement primaire, des actions professionnelles pour les jeunes qui sont hors du système scolaire, un travail sur la citoyenneté avec 2 projets soutenus par le CCFD, un axe sur la protection de l'enfance dans les conflits, axe sur le volontariat de la jeunesse pour lycéens et étudiants afin d'être formés sur le plaidoyer et s'investir dans l'action publique, volet de formation sur les jeunes analphabètes, action dans deux prisons avec des jeunes pour la réinsertion professionnelle et pour les femmes en conflit avec la loi.

Gilbert Mouchantaf :

Deux programmes : "La citoyenneté est mon droit" et "La société grandit avec mon potentiel".

Etre acteur permet de changer les choses, les jeunes ont le potentiel de changer.

1er projet, « la citoyenneté est mon droit » nous a permis de former un groupe de jeunes pour s'engager dans la société et la vie publique; but du projet, c'est de rapprocher les communautés chrétiennes et musulmanes après la guerre, pour cela ils ont décidé de demander à la municipalité de bénéficier de lieux de vie publique commun pour se rencontrer. Il ont participé pour aménager et réhabiliter deux parcs pour tous (l'un était fermé car des jeunes avaient détruit des arbres, l'autre était dangereux avec des espaces en béton). Les jeunes ont pris conscience qu'il fallait respecter ces lieux pour qu'ils en bénéficient.

Echanges :

MSL permet à ces jeunes de monter le projet et de le défendre devant les autorités.

MSL est mixte et même plus de filles.

Les conseils municipaux des jeunes n'existent pas dans la loi, et MSL veut construire un texte juridique pour que ce projet soit inscrit dans la loi.

- Les jeunes chrétiens ou musulmans étudient dans les mêmes écoles

- Une des préoccupations au delà du manque d'amour qui marque les enfants...c'est aussi le manque de temps pour mettre du sens à la vie, on est dans le matériel, l'organisationnel... mais comment un jeune apprend à faire un choix?

- Mixité sociale avec MSL?

Avec apprentis d'Auteuil... Une de nos difficultés c'est que l'on a de plus en plus de mal à vivre ensemble et à s'accepter mutuellement. A double volet pour Ramia, il faut une double attention pour l'équipe éducative qui doit travailler sur les points communs pour agir à plus de mixité entre les jeunes pour qu'ils s'écoutent et se respectent, il faut aussi des formateurs eux-mêmes formés à cette problématique de l'apprentissage des choix et des conséquences des décisions.

